

# COVÉA HAUT RENDEMENT

FCP de droit français

## SOMMAIRE

**p. 3      Caractéristiques de l'OPC**

Présentation de l'OPC  
Changements intervenus et à venir

**p. 8      Rapport de gestion**

Environnement économique  
Marchés financiers  
Politique de gestion et perspectives  
Performances et informations sur l'OPC  
Informations réglementaires  
Frais et fiscalité

**p. 20     Rapport du Commissaire aux Comptes**

**p. 24     Comptes de l'exercice**

Bilan Actif  
Bilan Passif  
Comptes de résultat

**P. 28     Annexe aux comptes annuels**

Règles et méthodes comptables  
Évolution de l'actif  
Compléments d'information  
Inventaire

**P. 43     Annexes**

Information SFDR

## CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE L'OPC

<b>Société de gestion</b>	COVÉA FINANCE SASU 8-12 rue Boissy d'Anglas - 75008 Paris Agrément de l'Autorité des Marchés Financiers sous le numéro GP 97 007
<b>Dépositaire</b>	CACEIS BANK 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge (Adresse postale : 12 place des Etats-Unis - CS 40083 - 92549 Montrouge CEDEX)
<b>Conservateur</b>	CACEIS BANK 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge (Adresse postale : 12 place des Etats-Unis - CS 40083 - 92549 Montrouge CEDEX)
<b>Etablissements en charge de la centralisation des ordres de souscription / rachat, par délégation de la société de gestion :</b>	CACEIS BANK 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge (Adresse postale : 12 place des Etats-Unis - CS 40083 - 92549 Montrouge CEDEX)
<b>Etablissement en charge de la tenue des registres des parts ou actions (passif de l'OPC)</b>	CACEIS BANK 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge (Adresse postale : 12 place des Etats-Unis - CS 40083 - 92549 Montrouge CEDEX)
<b>Commissaires aux comptes</b>	KPMG AUDIT Tour Egho – 2 avenue Gambetta – CS 60055 92066 – Paris la Défense
<b>Commercialisateurs</b>	COVÉA FINANCE SASU (Entité du groupe COVÉA) 8-12 rue Boissy d'Anglas - 75008 Paris
<b>Délégation de la gestion administrative et comptable</b>	CACEIS FUND ADMINISTRATION 89-91 rue Gabriel Péri - 92120 Montrouge (Adresse postale : 12 place des Etats-Unis - CS 40083 - 92549 Montrouge CEDEX)
<b>Conseillers</b>	Néant

## INFORMATIONS CONCERNANT LES PLACEMENTS ET LA GESTION

**Pour plus de détails, le prospectus complet est disponible sur le site web de la société : [www.COVÉA-finance.fr](http://www.COVÉA-finance.fr)**

- La valeur liquidative est disponible auprès de Covéa Finance sur le site [www.COVÉA-finance.fr](http://www.COVÉA-finance.fr). Elle est publiée dans la presse financière.
- Le prospectus, les rapports annuels et les derniers documents périodiques sont adressés gratuitement dans un délai d'une semaine sur simple demande écrite du porteur adressée à : Covéa Finance, 8-12 rue Boissy d'Anglas – 75008 Paris / courriel : [communication@COVÉA-finance.fr](mailto:communication@COVÉA-finance.fr).

## INFORMATIONS CLÉS POUR L'INVESTISSEUR

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

# COVÉA HAUT RENDEMENT

Code ISIN Part A(C) : FR0011134519

FCP géré par COVÉA FINANCE, société de gestion  
du Groupe COVÉA

## Objectifs et politique d'investissement

L'OPCVM est de classification «Obligations et autres titres de créance internationaux». Il a pour objectif de chercher à réaliser une performance nette de frais supérieure à son indice de référence Markit Iboxx Euro High yield (coupons nets réinvestis) sur un horizon de placement recommandé de 5 ans minimum.

La gestion de l'OPCVM est active et discrétionnaire. Elle consiste à chercher à optimiser le retour sur investissement en investissant essentiellement dans des obligations «Haut rendement» qui sont des titres spéculatifs. **Les titres spéculatifs présentent des risques de défaut plus importants susceptibles de faire baisser la valeur liquidative de votre fonds.**

La stratégie d'investissement se fonde :

- dans un premier temps, sur l'analyse des scénarios macroéconomiques, les anticipations d'inflation et l'allocation géographique effectuées via les Perspectives Economiques et Financières ("PEF") et,
- dans un second temps, sur l'optimisation du couple rendement/risque, la gestion du risque de crédit, la sensibilité et la durée via les comités d'investissement.

L'exposition au risque de taux peut atteindre 110% de l'actif net. L'exposition au risque de change est limitée à 70% de l'actif net. L'exposition du fonds au risque actions n'excède pas 10% de l'actif net.

Le portefeuille de l'OPCVM est investi jusqu'à 110% maximum de son actif net en obligations et titres de créances privés ou publics, à taux fixe/variable ou indexés, libellés en euros ou autres devises, émis par émetteurs dans les pays de l'Union Européenne et de l'OCDE. La durée de vie des titres acquis doit permettre le respect de la contrainte de sensibilité globale aux taux d'intérêt de 0 à 8. La société de gestion ne recourt pas exclusivement et mécaniquement aux notations émises par les agences de notation et met en œuvre sa propre analyse interne. Les investissements dans des titres non notés sélectionnés par la société de gestion sont effectués après évaluation de la qualité de crédit et analyse financière de l'émetteur concerné d'une part et avis favorable du comité d'investissement d'autre part. Ces investissements seront limités à 100% de l'actif net du fonds.

L'OPCVM peut être exposé jusqu'à 100% de l'actif net dans des titres de catégorie «Haut Rendement» de type spéculatif, dont la notation est

inférieure à BBB- (agences Standard&Poor's, Fitch ou notation équivalente chez Moodys ou toute notation jugée équivalente par la société de gestion) et jusqu'à 70% dans des titres libellés en devises étrangères. Des titres de catégorie «Investment Grade» de notation supérieure ou égale à BBB- (agences Standard&Poor's, Fitch ou notation équivalente chez Moodys ou toute notation jugée équivalente par la société de gestion) peuvent être détenus jusqu'à 75% de l'actif net. En cas de divergence sur la notation du titre par ces trois agences de notation, la notation la moins favorable est retenue.

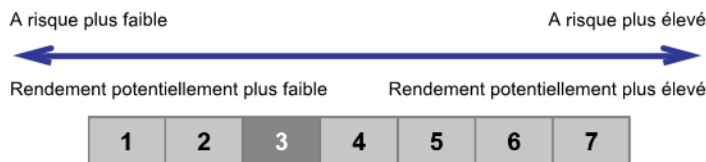
L'OPCVM peut avoir recours à des instruments financiers à terme et/ou conditionnels (futures, options, swaps, change à terme) négociés sur les marchés réglementés, organisés ou de gré à gré, français ou étrangers autorisés par la réglementation en vigueur dans la limite d'engagement de 100% de l'actif net dans un but de couverture, d'exposition et/ou d'arbitrage aux risques de taux, de change, et de crédit et de volatilité.

L'OPCVM peut avoir recours à des titres intégrant des dérivés dans la limite de 40% de l'actif net dans un but de couverture, exposition aux risques actions, taux, de change et de crédit ; le recours aux obligations à option de remboursement anticipé au gré de l'émetteur ou du porteur (obligations callable/puttable) pouvant quant à lui atteindre 100% maximum de l'actif net. Le résultat net et les plus-values réalisées nettes de l'OPCVM seront systématiquement réinvestis pour la part « A(C) ».

Les ordres de souscription et de rachat sont centralisés auprès de Caceis Bank chaque jour ouvré avant 13h. Ils sont exécutés quotidiennement sur la base de la valeur liquidative calculée le lendemain (J+1) à partir des cours de clôture du jour de souscription/rachat (J) et datée de J. Cet OPCVM pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 5 ans.

Autres informations : La contribution des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) est prise en compte dans les décisions d'investissement, en complément des éléments d'analyse financière, sans pour autant être systématiquement un facteur déterminant de cette prise de décision.

## Profil de risque et de rendement



Le niveau de risque de l'OPCVM reflète le risque des marchés des obligations haut rendement sur lesquels l'OPCVM peut être exposé à hauteur de 100%.

**Les données historiques utilisées pour le calcul du niveau de risque pourraient ne pas constituer un indicateur fiable du profil de risque futur du fonds. La catégorie de risque associée à votre fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps. La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».**

Les risques importants pour l'OPCVM non pris en compte dans cet indicateur sont les suivants :

**Risque de contrepartie :** Il correspond au risque de pertes encourues en raison de la défaillance d'un intervenant de marché ou de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles et à honorer ses engagements. Cette défaillance peut faire baisser la valeur liquidative du fonds. Ce risque découle des opérations de gré à gré conclues avec les contreparties.

**Risque de crédit :** Il représente le risque éventuel de dégradation de l'émetteur et le risque que l'émetteur ne puisse pas faire face à ses remboursements, ce qui induira une baisse du cours du titre et donc de la valeur liquidative du fonds.

Ce risque sera d'autant plus important que l'OPCVM pourra investir jusqu'à 100% en titres spéculatifs.

**Risque lié à l'utilisation d'instruments dérivés :** L'utilisation d'instruments dérivés peut augmenter ou réduire la capacité d'amplification des mouvements de marché du portefeuille.

La survenance de l'un de ces risques peut faire baisser la valeur liquidative de votre portefeuille.



## INFORMATIONS CLÉS POUR L'INVESTISSEUR

Ce document fournit des informations essentielles aux investisseurs de ce fonds. Il ne s'agit pas d'un document promotionnel. Les informations qu'il contient vous sont fournies conformément à une obligation légale, afin de vous aider à comprendre en quoi consiste un investissement dans ce fonds et quels risques y sont associés. Il vous est conseillé de le lire pour décider en connaissance de cause d'investir ou non.

# COVÉA HAUT RENDEMENT

Code ISIN Part I(C) : FR0011134535

FCP géré par COVÉA FINANCE, société de gestion  
du Groupe COVÉA

## Objectifs et politique d'investissement

L'OPCVM est de classification «Obligations et autres titres de créance internationaux». Il a pour objectif de chercher à réaliser une performance nette de frais supérieure à son indice de référence Markit Iboxx Euro High yield (coupons nets réinvestis) sur un horizon de placement recommandé de 5 ans minimum.

La gestion de l'OPCVM est active et discrétionnaire. Elle consiste à chercher à optimiser le retour sur investissement en investissant essentiellement dans des obligations «Haut rendement» qui sont des titres spéculatifs. **Les titres spéculatifs présentent des risques de défaut plus importants susceptibles de faire baisser la valeur liquidative de votre fonds.**

La stratégie d'investissement se fonde :

- dans un premier temps, sur l'analyse des scénarios macroéconomiques, les anticipations d'inflation et l'allocation géographique effectuées via les Perspectives Economiques et Financières ("PEF") et,
- dans un second temps, sur l'optimisation du couple rendement/risque, la gestion du risque de crédit, la sensibilité et la durée via les comités d'investissement.

L'exposition au risque de taux peut atteindre 110% de l'actif net. L'exposition au risque de change est limitée à 70% de l'actif net. L'exposition du fonds au risque actions n'excède pas 10% de l'actif net.

Le portefeuille de l'OPCVM est investi jusqu'à 110% maximum de son actif net en obligations et titres de créances privés ou publics, à taux fixe/variable ou indexés, libellés en euros ou autres devises, émis par émetteurs dans les pays de l'Union Européenne et de l'OCDE. La durée de vie des titres acquis doit permettre le respect de la contrainte de sensibilité globale aux taux d'intérêt de 0 à 8. La société de gestion ne recourt pas exclusivement et mécaniquement aux notations émises par les agences de notation et met en œuvre sa propre analyse interne. Les investissements dans des titres non notés sélectionnés par la société de gestion sont effectués après évaluation de la qualité de crédit et analyse financière de l'émetteur concerné d'une part et avis favorable du comité d'investissement d'autre part. Ces investissements seront limités à 100% de l'actif net du fonds.

L'OPCVM peut être exposé jusqu'à 100% de l'actif net dans des titres de catégorie «Haut Rendement» de type spéculatif, dont la notation est

inférieure à BBB- (agences Standard&Poor's, Fitch ou notation équivalente chez Moodys ou toute notation jugée équivalente par la société de gestion) et jusqu'à 70% dans des titres libellés en devises étrangères. Des titres de catégorie «Investment Grade» de notation supérieure ou égale à BBB- (agences Standard&Poor's, Fitch ou notation équivalente chez Moodys ou toute notation jugée équivalente par la société de gestion) peuvent être détenus jusqu'à 75% de l'actif net. En cas de divergence sur la notation du titre par ces trois agences de notation, la notation la moins favorable est retenue.

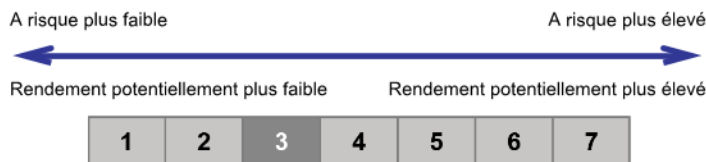
L'OPCVM peut avoir recours à des instruments financiers à terme et/ou conditionnels (futures, options, swaps, change à terme) négociés sur les marchés réglementés, organisés ou de gré à gré, français ou étrangers autorisés par la réglementation en vigueur dans la limite d'engagement de 100% de l'actif net dans un but de couverture, d'exposition et/ou d'arbitrage aux risques de taux, de change, et de crédit et de volatilité.

L'OPCVM peut avoir recours à des titres intégrant des dérivés dans la limite de 40% de l'actif net dans un but de couverture, exposition aux risques actions, taux, de change et de crédit ; le recours aux obligations à option de remboursement anticipé au gré de l'émetteur ou du porteur (obligations callable/puttable) pouvant quant à lui atteindre 100% maximum de l'actif net. Le résultat net et les plus-values réalisées nettes de l'OPCVM seront systématiquement réinvestis pour la part « I(C) ».

Les ordres de souscription et de rachat sont centralisés auprès de Caceis Bank chaque jour ouvré avant 13h. Ils sont exécutés quotidiennement sur la base de la valeur liquidative calculée le lendemain (J+1) à partir des cours de clôture du jour de souscription/rachat (J) et datée de J. Cet OPCVM pourrait ne pas convenir aux investisseurs qui prévoient de retirer leur apport avant 5 ans.

Autres informations : La contribution des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) est prise en compte dans les décisions d'investissement, en complément des éléments d'analyse financière, sans pour autant être systématiquement un facteur déterminant de cette prise de décision.

## Profil de risque et de rendement



Le niveau de risque de l'OPCVM reflète le risque des marchés des obligations haut rendement sur lesquels l'OPCVM peut être exposé à hauteur de 100%.

**Les données historiques utilisées pour le calcul du niveau de risque pourraient ne pas constituer un indicateur fiable du profil de risque futur du fonds. La catégorie de risque associée à votre fonds n'est pas garantie et pourra évoluer dans le temps. La catégorie la plus faible ne signifie pas « sans risque ».**

Les risques importants pour l'OPCVM non pris en compte dans cet indicateur sont les suivants :

**Risque de contrepartie :** Il correspond au risque de pertes encourues en raison de la défaillance d'un intervenant de marché ou de son incapacité à faire face à ses obligations contractuelles et à honorer ses engagements. Cette défaillance peut faire baisser la valeur liquidative du fonds. Ce risque découle des opérations de gré à gré conclues avec les contreparties.

**Risque de crédit :** Il représente le risque éventuel de dégradation de l'émetteur et le risque que l'émetteur ne puisse pas faire face à ses remboursements, ce qui induira une baisse du cours du titre et donc de la valeur liquidative du fonds.

Ce risque sera d'autant plus important que l'OPCVM pourra investir jusqu'à 100% en titres spéculatifs.

**Risque lié à l'utilisation d'instruments dérivés :** L'utilisation d'instruments dérivés peut augmenter ou réduire la capacité d'amplification des mouvements de marché du portefeuille.

La survenance de l'un de ces risques peut faire baisser la valeur liquidative de votre portefeuille.

## INFORMATIONS CONCERNANT LES PLACEMENTS ET LA GESTION

### CHANGEMENTS INTERVENUS

- Mise à jour annuelle frais et performances ;
- Mise en conformité avec le Règlement Taxonomie ;
- Evolution de la fourchette de sensibilité de [1;8] à [-0;8] ;
- Reformulation de la stratégie d'utilisation des swaps de change.

### CHANGEMENTS À INTERVENIR

- Publication du DIC PRIIPS remplaçant le DICI ;
- Publication de l'annexe SFDR ;
- Mise à jour de la documentation réglementaire afin de refléter la gestion du fonds.

## RAPPORT DE GESTION

Mesdames et Messieurs,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire afin de vous rendre compte de l'activité de votre société et de soumettre à votre approbation les comptes arrêtés au 30/12/2022.

### ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

En 2022, la dissipation progressive du risque sanitaire dans la plupart des économies (à l'exception notable de la Chine) a laissé place à d'autres périls. L'escalade des tensions géopolitiques s'est matérialisée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Un événement qui a mis en lumière la polarisation du monde, accentué les incertitudes géopolitiques et creusé les déséquilibres économiques causés par la crise sanitaire. La hausse des prix de l'énergie et des matières premières ainsi que les tensions sur les chaînes d'approvisionnement ont entraîné une très forte accélération des prix. Les pressions inflationnistes domestiques ont progressivement pris le relais des pressions extérieures, amenant à un large resserrement des politiques monétaires de la plupart des grandes banques centrales tout au long de l'année. Restriction monétaire et hausse des prix se sont toutefois répercutées sur la demande au deuxième semestre 2022. Le ralentissement économique, couplé à un moindre accès à la liquidité, fait peser un risque financier de plus en plus tangible sur les passifs accumulés avant et pendant la crise sanitaire par les acteurs publics et privés. Sur le marché des changes, l'euro s'est déprécié contre dollar de 5,8% et termine à 1,066 dollars pour un euro. Le prix du baril de pétrole Brent augmente de 10,45% et termine l'année à 85,91 dollars.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale (Fed) a entamé un nouveau cycle de resserrement monétaire face aux tensions inflationnistes. La hausse des prix s'est intensifiée sous l'effet de la persistance des déséquilibres entre offre et demande, et l'inflation a atteint un pic à 9,1% au mois de juin. La consommation s'est maintenue, en large partie du fait du surplus d'épargne après les soutiens budgétaires exceptionnels en 2020. Néanmoins, le nouveau contexte inflationniste pèse sur le pouvoir d'achat des ménages et érode ce surplus d'épargne. Du côté du marché du travail, la demande de main d'œuvre est restée forte tout au long de l'année, et a conduit à une croissance des salaires, qui ne montre pas de signes de ralentissement pour le moment. Dans ce contexte, la Fed a procédé à une hausse rapide de ses taux directeurs, avec 425 points de base de hausse sur l'année. Le mouvement de resserrement devrait se poursuivre. Les prévisions individuelles des membres du Comité de politique monétaire (FOMC) durant la réunion de décembre indiquent en effet que le taux directeur pourrait être porté à [5,00 ; 5,25%] d'ici la fin d'année 2023, soit une augmentation de 50 pb par rapport à la trajectoire présentée en septembre dans le précédent jeu de prévisions. Ce resserrement des conditions de financement a fortement pénalisé le secteur immobilier américain. Sur le plan budgétaire, les sénateurs ont adopté le plan de l'administration Biden intitulé « Inflation Reduction Act » qui vise à diminuer l'impact de la hausse des prix et permettre une réduction du déficit public d'environ 300 Mds\$ à horizon 10 ans. Enfin, les élections de mi-mandat au mois de novembre ont permis aux républicains de reprendre la majorité à la Chambre des Représentants alors que les démocrates ont conservé la majorité au Sénat. Cette nouvelle configuration laisse présager un statu quo législatif pour la fin du mandat du président Biden, chaque camp neutralisant les projets de l'autre.

Au Royaume-Uni, les perturbations politiques se sont ajoutées au ralentissement économique. Arrivée au pouvoir durant l'été 2022, à la suite de la démission de Boris Johnson, Liz Truss a connu le plus court mandat de l'histoire britannique au poste de Premier ministre. L'annonce de sa politique budgétaire a entraîné des tensions sur les taux souverains et sur la livre britannique. La Banque d'Angleterre est intervenue afin de mettre fin à ce début de panique financière en achetant, sur une très courte période, des titres souverains. Ces événements ont conduit à la démission de L. Truss, remplacée par Rishi Sunak. En parallèle, les difficultés économiques se sont accumulées, particulièrement pour les ménages qui ont vu leur pouvoir d'achat reculer fortement en raison de l'inflation. Dans ce contexte, la Banque d'Angleterre a procédé à plusieurs hausses de son taux directeur, et a souligné lors de sa dernière réunion que le marché du travail reste tendu et que les pressions inflationnistes sont de plus en plus alimentées par des facteurs domestiques, ce qui justifie la poursuite du durcissement de la politique monétaire.



## RAPPORT DE GESTION

En Zone euro, le conflit en Ukraine a mis en lumière la dépendance énergétique des pays européens. Le contexte géopolitique ainsi que la volonté européenne de réduire les importations d'énergie russe ont conduit à une envolée des prix de l'énergie. Les tensions inflationnistes se sont peu à peu diffusées à l'ensemble de l'économie, et la Zone euro a connu une inflation record de 10,6% au mois d'octobre. Le choc énergétique, conjugué aux fortes incertitudes liées au conflit, ont conduit à une modération de l'activité économique et à une dégradation des indicateurs d'enquête, particulièrement marquée en Allemagne. Dans ce contexte, la Banque centrale européenne a emboîté le pas à ses homologues et a procédé à plusieurs hausses de ses taux directeurs à partir de l'été 2022. Le cycle de resserrement devrait se poursuivre au moins au premier semestre 2023. Du côté budgétaire, de nombreux gouvernements ont annoncé des mesures de soutien aux ménages et aux entreprises face à la hausse des prix de l'énergie. Par ailleurs, les pays membres de l'Union européenne se sont accordés sur un certain nombre de mesures pour réduire leur dépendance à l'énergie russe et limiter la hausse des coûts énergétiques, notamment des achats groupés de gaz et l'instauration d'un prix plafond sur le gaz à 180€/MWh. Du côté politique, l'année a été marquée par l'arrivée au pouvoir en Italie du parti eurosceptique « Frère d'Italie », mené par Georgia Meloni.

En Chine, l'activité économique a souffert de la politique sanitaire « zéro-covid » du gouvernement. Les restrictions liées aux différentes vagues épidémiques en 2022 ont entravé à la fois la demande interne mais également la capacité à produire. Les autorités ont toutefois décidé d'abandonner cette politique sanitaire en fin d'année, mais la forte montée des contaminations qui en résulte ne devrait pas permettre la normalisation de l'activité à court terme. En parallèle, le secteur immobilier chinois a poursuivi sa dégradation, malgré les soutiens gouvernementaux.

Au Japon, la politique monétaire est restée à contre-courant des autres grandes économies développées. Ce différentiel de politique monétaire s'est traduit par une forte dépréciation du yen qui a amené les autorités à intervenir sur le marché des changes. Néanmoins, la Banque du Japon a surpris durant sa dernière réunion de l'année, en annonçant un assouplissement de sa politique de contrôle de la courbe des taux, en faisant passer la fourchette de fluctuation des taux sur les obligations souveraines à 10 ans de  $\pm 0,25$  pt autour de 0% à  $\pm 0,5$  pt autour de 0%. Du côté de l'activité, l'économie peine à retrouver son niveau d'avant crise mais a montré des signes de redressement sur les derniers mois de l'année.

Sources des données: Refinitiv, Bloomberg, US Bureau of Labor Statistics, US Bureau of Economic Analysis, Eurostat, BCE, S&P Global, Statistics Bureau of Japan, Japan Cabinet Office, National Bureau of Statistics of China.

## RAPPORT DE GESTION

### MARCHÉS FINANCIERS

L'année 2022 se caractérise par une remontée significative des taux sur l'ensemble des zones investies. Ce mouvement est alimenté par une inflation persistante et le resserrement des politiques monétaires par les plus grandes banques centrales. Mais de forts soubresauts ont animé l'année. Ces derniers naissent de la guerre en Ukraine, de la politique « zéro Covid » mise en œuvre par la Chine mais aussi sur des questionnements autour du pic d'inflation aux Etats-Unis. Dans ce contexte, nous avons cherché à profiter des opportunités de marché quand cela était possible sur nos convictions de long terme, conformément au PEF, et à réduire les risques pour se rapprocher de l'indice de référence quand cela était nécessaire.

L'année 2022 se conclut sur les marchés du crédit Euro par un écartement des primes de risques de 68 pb sur la catégorie investissement (Iboxx Euro Corporate) et de 194 pb sur le Haut rendement (Barclays-BBG Euro Haut Rendement), clôturant respectivement l'année à 179 pb et 512 pb. La catégorie investissement (IG) connaît une évolution par palier jusqu'à mi-octobre pour atteindre un pic à 244 pb. Ce mouvement est alimenté par le conflit en Ukraine, les pressions inflationnistes et le resserrement de la politique monétaire par la banque centrale européenne. Il s'en suit un mouvement de resserrement, le marché considérant le pic d'inflation atteint aux Etats-Unis. Sur le marché du Haut rendement, les primes de risque s'écartent significativement jusqu'à début juillet, atteignant 675 pb. On observe par la suite une décline progressive à partir du mois d'octobre. Les entreprises se sont adaptées à l'environnement inflationniste et ont des besoins de financement faibles. Un grand nombre d'entre elles avaient tiré profit de la période de taux bas pour allonger la durée moyenne de leurs dettes.

Les volumes d'émissions des émetteurs Haut Rendement s'établissent sur l'année à 27 Mds€, le plus faible depuis 2009. Après un mois de janvier dynamique, une raréfaction des émissions a été observée sur le reste de l'année.

## RAPPORT DE GESTION

### POLITIQUE DE GESTION

Conformément à nos Perspectives Economiques et Financières, nous conservons un positionnement prudent sur la dette d'entreprise haut rendement en concentrant majoritairement nos investissements sur la dette privée d'émetteurs de notation de la catégorie « investissement » (notation minimum BBB-) ainsi que sur les meilleures catégories de notation du compartiment haut rendement ou sur des émetteurs non notés pour lesquels nous jugeons la qualité de crédit de l'émetteur comme adéquate.

L'année 2022 est consacrée à l'élargissement du spectre d'investissement correspondant à notre positionnement. Compte tenu de l'évolution des primes de risque et des taux d'intérêt, nous privilégions des investissements sur les échéances les plus courtes pour l'ensemble des émetteurs en portefeuille. Nous conservons tout au long de l'année un volant de liquidité significatif. Cette stratégie nous a conduit à maintenir tout au long de l'année une sous-sensibilité significative du portefeuille contre son indice de référence, l'iBoxx € Haut Rendement. D'une sous-sensibilité de 105 PB à fin 2021, cette dernière est de 137 pb vis-à-vis de l'indice à fin 2022.

En termes d'allocation par classes d'actifs, nous n'avons pas renforcé au cours de l'exercice le poids de la dette privée financière. Nous avons continué à privilégier des émetteurs appartenant au segment BB et BBB ainsi que des émetteurs non notés en participant aux marchés primaires afin de capter les primes de risques offertes. Nous avons également complété ces investissements par des achats sur le secondaire lors de mouvements d'écartements des primes.

## RAPPORT DE GESTION

### PERSPECTIVES

Les politiques monétaires devraient continuer de se normaliser en 2023, comme les banques centrales l'ont déjà annoncé, aux Etats-Unis et en Europe mais les mouvements nous semblent assez bien anticipés par le marché. Un début d'année riche en nouvelles émissions, en particulier sur la partie longue des courbes, nous incite cependant à conserver à court terme, une sensibilité inférieure à celle de l'indice de référence. Nous sommes attentifs à la déformation de la courbe des taux et vigilants sur l'évolution du marché du crédit et la qualité des émetteurs en portefeuille. Nous pourrions, en fonction des conditions de marché, être amené à augmenter notre exposition aux émetteurs privés qui offrent maintenant un rendement supplémentaire attractif.

## RAPPORT DE GESTION

### PERFORMANCES ET INFORMATIONS SUR L'OPC

#### PERFORMANCES

En 2022, la performance de COVEA HAUT RENDEMENT a été de -6,92%.

La performance de son indice de référence, Markit Iboxx Euro High Yield Fixed Rate coupons réinvestis, a été de -10,38%.

La performance obtenue sur la période ne préjuge pas des résultats futurs de l'OPC.

#### TECHNIQUES DE GESTION EFFICACE DE PORTEFEUILLE

Au 30 décembre 2022, le portefeuille ne s'expose à aucune technique de gestion efficace de portefeuille.

De ce fait aucune garantie financière n'a été reçue à ce titre.

#### TRANSPARENCE DES OPÉRATIONS DE FINANCEMENT SUR TITRES ET DE LA RÉUTILISATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS (Règlement SFTR)

L'OPC n'a pas eu recours aux opérations entrant dans le cadre du règlement SFT au cours de l'exercice clos au 30 décembre 2022.

#### PRINCIPAUX MOUVEMENTS DANS LE PORTEFEUILLE AU COURS DE L'EXERCICE

Titres	Mouvements ("Devise de comptabilité")	
	Acquisitions	Cessions
COVÉA SÉCURITÉ G	8 170 606,40	4 851 044,75
NEXI 1.75% 31-10-24	1 555 820,00	783 699,33
TELEPERFORMANCE SE 1.5% 03-04-24	604 062,00	1 300 000,00
PLASTIC OMNIUM SYSTEMES URBAINS 1.25% 26-06-24	1 801 338,00	
PRYSMIAN 2.5% 11/04/22		1 800 000,00
MAHLGR 2 3/8 05/20/22		1 800 000,00
SEB 1.5% 31-05-24	1 572 852,00	
KHC 1 1/2 05/24/24	1 496 946,00	
ERICSSON LM TELEFONAKTIEBOLAGE 1.875% 01-03-24		1 426 600,00
BALL 4.375% 15-12-23		1 325 363,00

## RAPPORT DE GESTION

### INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

#### MÉTHODE DE CALCUL DU RISQUE GLOBAL

Le risque global de l'OPC est mesuré par la méthode de calcul de l'engagement.

#### INFORMATIONS SUR LES POLITIQUES DE SÉLECTION DES INTERMÉDIAIRES D'EXECUTION ET LA POLITIQUE EXECUTION

Conformément à ses obligations professionnelles telles que définies par le Code Monétaire et Financier et le Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers dans le cadre de ses activités de Société de gestion de portefeuille, Covéa Finance publie et réexamine annuellement des politiques décrivant l'organisation et les critères retenus pour veiller à la protection des intérêts de ses clients lors de l'exécution d'un ordre issu de ses décisions de gestion.

Ces politiques de meilleure sélection des intermédiaires en exécution et de meilleure exécution (ci-après dénommées les « Politiques ») sont disponibles sur le site internet de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Conformément à ces Politiques, les équipes de négociation de la Société de gestion sont tenues de réaliser leurs transactions sur les marchés financiers avec des intermédiaires figurant sur une liste autorisée définie par un comité de référencement.

Un comité de sélection et d'évaluation se réunit une fois par an pour évaluer la qualité d'exécution des intermédiaires sélectionnés selon plusieurs critères quantitatifs. Ce dernier comité se tient en présence des équipes de négociation en charge de la sélection et de l'évaluation des intermédiaires d'exécution mais également des responsables de gestion, du middle office, du juridique et du contrôle interne.

Des comités ad hoc mensuels peuvent également se réunir notamment en cas de changement notable dans la qualité de service d'un intermédiaire autorisé, d'une modification des conditions de marché ou d'une évolution propre à Covéa Finance.

Le respect de la liste des intermédiaires fait l'objet d'un contrôle par le RCCI.

Conformément aux dispositions du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers en vigueur, un compte rendu relatif aux frais d'intermédiation figure sur le site de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

#### EXERCICE DES DROITS DE VOTE

En application des dispositions de l'article L533-22 du Code Monétaire et Financier, les droits attachés à la qualité d'actionnaire des OPCVM et notamment les droits de vote ont été exercés librement dans l'intérêt des porteurs de parts conformément à la politique d'engagement actionnarial disponible sur le site de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».



## RAPPORT DE GESTION

### INFORMATIONS EN MATIÈRE EXTRA-FINANCIÈRE

#### Informations sur la prise en compte des risques de durabilité (Article 8)

En application de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte modifiée et codifiée aux articles L533-22-1 et D533-16-1 du Code monétaire et financier et de l'article 3 du Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement et du Conseil du 27.11.2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers ( « Règlement SFDR ») et du Règlement (UE) 2020/852 du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088) (Règlement « Taxonomie »), l'OPC est tenu de publier des informations en matière extra-financière.

S'agissant des informations sur la durabilité issues du Règlement européen « SFDR », cette réglementation européenne vise à améliorer et harmoniser la transparence des acteurs des marchés financiers sur la responsabilité sociale et environnementale.

Transparence en matière de durabilité au niveau des produits financiers :

Afin de permettre aux investisseurs d'identifier plus facilement les produits financiers qui leurs correspondent en termes d'attentes sur les enjeux environnementaux et sociaux, la réglementation Durabilité ( « SFDR ») demande à chaque entité de placer chacun de ses produits dans l'une des trois catégories suivantes :

- article 9 : produits qui ont pour objectif l'investissement durable,
- article 8 : produits qui répondent aux enjeux environnementaux et/ou sociaux,
- article 6 : les autres produits qui ne font pas de la promotion de caractéristiques environnementales et/ou sociales leur objectif principal et dont l'objectif de gestion ne porte pas sur un investissement durable.

Les informations relatives au principe de double matérialité lié 1) aux risques de durabilité et 2) aux incidences négatives de durabilité sont accessibles dans la Déclaration relative à la prise en compte du risque de durabilité disponible sur le site internet de la Société de gestion dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Depuis le 10 mars 2021, l'OPC a été rattaché à la classification SFDR de l'article 8 ( « produits qui répondent aux enjeux environnementaux et/ou sociaux »).

La prise en compte des risques et des facteurs de durabilité, tels que définis dans le règlement UE 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019, est pleinement intégrée dans la politique relative aux Risques de durabilité et à l'ESG de Covéa Finance.

Le suivi des risques en matière de durabilité est intégré dans la chaîne de valeur et de décision d'investissement de Covéa Finance.

La politique d'investissement de Covéa Finance vise à limiter le risque de durabilité à travers un dispositif s'articulant principalement autour de la mise en place de filtres d'exclusions (normatives, sectorielles et/ou thématiques) applicables à tout investissement direct en actions ou en obligations et accessible sur le site internet et de la mise en place de critères de sélection extra-financiers en complément des critères de sélection financiers.

L'ensemble des informations sur la prise en compte par la société de gestion des critères relatifs au respect des objectifs environnementaux, sociaux et de qualité de gouvernance (ESG) dans son processus d'investissement sont accessibles sur le site internet de Covéa Finance dans la rubrique « Nos rapports et politiques ».

Compte tenu des évolutions et travaux en cours, la catégorisation des OPC de la gamme pourrait être amenée à évoluer selon les OPC.

## RAPPORT DE GESTION

### Part d'investissements de l'OPC liés aux activités durables

La Taxonomie de l'Union Européenne a pour objectif d'identifier les activités économiques considérées comme durables d'un point de vue environnemental. La Taxonomie identifie ces activités selon leur contribution à six grands objectifs environnementaux : Atténuation des changements climatiques, Adaptation aux changements climatiques, Utilisation durable et protection de l'eau et des ressources marines, Transition vers l'économie circulaire (déchets, prévention et recyclage), Prévention et contrôle de la pollution et Protection des écosystèmes sains.

Actuellement, des critères d'examen technique (Technical Screening Criteria) ont été développés pour certaines activités économiques à même de contribuer substantiellement à deux de ces objectifs : l'atténuation du changement climatique, et l'adaptation au changement climatique. Ces critères sont actuellement en attente de publication au Journal Officiel de l'Union Européenne. Les données présentées ci-dessous ne reflètent donc que l'alignement à ces deux objectifs, sur la base des critères non-définitivement publiés, tels qu'ils ont été soumis aux colégislateurs européens. Nous mettrons à jour cette information en cas de changements apportés à ces critères, de développement de nouveaux critères d'examen relatifs à ces deux objectifs, ainsi que lors de l'entrée en application des critères relatifs aux quatre autres objectifs environnementaux.

Pour être considérée comme durable, une activité économique doit démontrer qu'elle contribue substantiellement à l'atteinte de l'un des 6 objectifs, tout en ne nuisant pas à l'un des cinq autres (principe dit DNSH, « Do No Significant Harm »). Pour qu'une activité soit considérée comme alignée à la Taxonomie européenne, elle doit également respecter les droits humains et sociaux garantis par le droit international.

Les informations extra financières spécifiques liées au positionnement de l'OPC en article 8 sont précisées dans l'annexe d'information périodique du présent rapport.

Le principe consistant à ne pas causer de préjudice important s'applique uniquement aux investissements sous-jacents aux produits financiers qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

## RAPPORT DE GESTION

### INFORMATIONS SUR LA POLITIQUE DE RÉMUNÉRATION

Covéa Finance, en tant que gestionnaire, attache une importance particulière au respect de l'ensemble des dispositions en matière de rémunération mentionnées dans la directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs (ci-après la « Directive AIFM ») et dans de la directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 sur les gestionnaires d'OPCVM (ci-après désignée la « Directive OPCVM V »). Ces règles, portant sur les structures, les pratiques et la politique de rémunération du gestionnaire ont notamment pour but de contribuer à renforcer la gestion saine, efficace et maîtrisée des risques pesant tant sur la société de gestion que sur le fonds.

#### **1. Montant des rémunérations versées par le gestionnaire à son personnel**

Au cours de l'exercice 2022, le montant total des rémunérations annoncées par Covéa Finance à l'ensemble de son personnel (personnes au 31/12/2022) s'est élevé à 15 293 424 euros. Ce montant se décompose comme suit :

- 12 245 120 euros soit 80% du total des rémunérations versées par la société à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunérations fixes ; et
- 3 048 304 euros, soit 20% du total des rémunérations versées par le gestionnaire à l'ensemble de son personnel, l'ont été sous la forme de rémunérations variables totale. Le versement de rémunérations variables a concerné pour l'exercice 2022, 164 personnes. Un collaborateur a été concerné par un différé de rémunération variable sur 3 ans.

Sur le total des rémunérations annoncées par le gestionnaire au titre de l'exercice, 8 314 762 euros concernaient les cadres salariés de Covéa Finance dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des fonds, tels que définis dans notre Politique de Rémunération 2022.

#### **2. Montant des rémunérations versées par le fonds au personnel du gestionnaire**

Covéa Finance ne pratique pas d'intéressement aux plus-values réalisées (ou *carried interest*) et aucune rémunération (fixe ou variable) à destination des gérants n'est versée par le fond.

#### **3. Incidences de la politique et des pratiques de rémunération sur le profil de risque du fonds et sur la gestion des conflits d'intérêt**

En février 2017, Covéa Finance a mis en conformité avec la Directive 2014/91/UE du 23 juillet 2014 (directive OPCVM V) sa politique de rémunération existante, revue le règlement intérieur de sa Commission de Rémunération et a mis en œuvre des pratiques de rémunération conformes aux dernières évolutions législatives, réglementaires et doctrinales issues des autorités de régulation tout en procédant à un travail d'identification des collaborateurs de son personnel impactés par les nouvelles dispositions en matière de rémunération issues de la Directive AIFM et de la Directive OPCVM V et de ses textes de transposition (ci-après la « Population Identifiée »). Il s'agit des collaborateurs respectant les deux conditions cumulatives suivantes :

- (i) appartenant à une catégorie de personnel bénéficiant d'une rémunération variable et susceptible d'avoir un impact sur le profil de risque du gestionnaire ou du fonds géré et
- (ii) ayant une rémunération variable supérieure à 200 000 euros traduisant le niveau de responsabilité sur le profil de risque.

Lorsque la rémunération de la Population Identifiée varie en fonction de performances, son montant total, qui est plafonné à un niveau inférieur à sa rémunération fixe, est établi par le gestionnaire en combinant l'évaluation des performances du collaborateur concerné, de l'unité opérationnelle à laquelle il appartient et/ ou du panier de portefeuille (OPC, FIA et Mandat) avec celles des résultats d'ensemble du gestionnaire. Cette évaluation des performances individuelles prend en compte aussi bien des critères financiers que non financiers.

L'ensemble des principes sont décrits dans la Politique de Rémunération de Covéa Finance, disponible sur son site Internet.

## RAPPORT DE GESTION

### **4. Gouvernance et contrôle de la politique de rémunération**

La politique de rémunération est revue annuellement par la Commission de Rémunération définie par les statuts de Covéa Finance, composée de :

- un représentant du Comité de Surveillance de Covéa Finance,
- deux représentants du Groupe Covéa, indépendant de Covéa Finance, dont au moins un d'entre eux participe au comité des Rémunérations du Groupe Covéa, et
- la Présidente de Covéa Finance.

Conformément à la réglementation, la majorité des membres de la Commission de Rémunération n'exerce pas de fonctions exécutives au sein de Covéa Finance et n'en est pas salarié.

## **RAPPORT DE GESTION**

### **FRAIS et FISCALITÉ**

#### **COMPLÉMENT D'INFORMATION RELATIF AU RÉGIME FISCAL DU COUPON**

Néant.

#### **INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES (PEA, etc...)**

Néant.

## **RAPPORT GÉNÉRAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES**





**KPMG S.A.**  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66  
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60  
Site internet : [www.kpmg.fr](http://www.kpmg.fr)

## **Fonds Commun de Placement COVEA HAUT RENDEMENT**

8-12, rue Boissy d'Anglas - 75008 Paris

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 30 décembre 2022

Aux porteurs de parts,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif COVEA HAUT RENDEMENT constitué sous forme de fonds commun de placement relatifs à l'exercice clos le 30 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du fonds commun de placement à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne les instruments financiers en portefeuille, et sur la présentation d'ensemble des comptes, au regard du plan comptable des organismes de placement collectif à capital variable.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification du rapport de gestion établi par la société de gestion**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

### **Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du fonds commun de placement à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le fonds commun de placement ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fonds commun de placement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du fonds commun de placement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense

KPMG S.A.

Signature numérique de  
Pascal Lagand  
KPMG le 07/04/2023 10:31:23

Pascal Lagand  
Associé



## COMPTES DE L'EXERCICE

## BILAN ACTIF au 30/12/2022 (EUR)

	30/12/2022	31/12/2021
<b>IMMOBILISATIONS NETTES</b>		
<b>DÉPÔTS</b>		
<b>INSTRUMENTS FINANCIERS</b>	<b>99 117 770,56</b>	<b>91 118 567,32</b>
<b>Actions et valeurs assimilées</b>		
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
<b>Obligations et valeurs assimilées</b>	<b>89 313 680,11</b>	<b>84 559 706,82</b>
Négociées sur un marché réglementé ou assimilé	89 313 680,11	84 559 706,82
Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé		
<b>Titres de créances</b>		
Négociés sur un marché réglementé ou assimilé		
Titres de créances négociables		
Autres titres de créances		
Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé		
<b>Organismes de placement collectif</b>	<b>9 804 090,45</b>	<b>6 558 860,50</b>
OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays	9 804 090,45	6 558 860,50
Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE		
Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés		
Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés		
Autres organismes non européens		
<b>Opérations temporaires sur titres</b>		
Créances représentatives de titres reçus en pension		
Créances représentatives de titres prêtés		
Titres empruntés		
Titres donnés en pension		
Autres opérations temporaires		
<b>Instruments financiers à terme</b>		
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé		
Autres opérations		
<b>Autres instruments financiers</b>		
<b>CRÉANCES</b>	<b>5 250,00</b>	<b>30 625,00</b>
<b>Opérations de change à terme de devises</b>		
Autres	5 250,00	30 625,00
<b>COMPTES FINANCIERS</b>	<b>1 600 026,12</b>	<b>300 156,18</b>
<b>Liquidités</b>	<b>1 600 026,12</b>	<b>300 156,18</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>100 723 046,68</b>	<b>91 449 348,50</b>

**BILAN PASSIF au 30/12/2022 (EUR)**

	30/12/2022	31/12/2021
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital	100 158 326,70	90 120 470,12
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a)		
Report à nouveau (a)		
Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b)	-978 528,18	163 367,87
Résultat de l'exercice (a,b)	1 493 441,89	1 119 421,31
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *</b>	<b>100 673 240,41</b>	<b>91 403 259,30</b>
<i>* Montant représentatif de l'actif net</i>		
<b>INSTRUMENTS FINANCIERS</b>		
Opérations de cession sur instruments financiers		
Opérations temporaires sur titres		
Dettes représentatives de titres donnés en pension		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Autres opérations temporaires		
Instruments financiers à terme		
Opérations sur un marché réglementé ou assimilé		
Autres opérations		
<b>DETTES</b>	<b>49 806,27</b>	<b>46 089,20</b>
Opérations de change à terme de devises		
Autres	49 806,27	46 089,20
<b>COMPTES FINANCIERS</b>		
Concours bancaires courants		
Emprunts		
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>100 723 046,68</b>	<b>91 449 348,50</b>

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

## HORS-BILAN au 30/12/2022 (EUR)

	30/12/2022	31/12/2021
<b>OPÉRATIONS DE COUVERTURE</b>		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		
<b>AUTRES OPÉRATIONS</b>		
Engagement sur marchés réglementés ou assimilés		
Engagement sur marché de gré à gré		
Autres engagements		



## COMPTE DE RÉSULTAT au 30/12/2022 (EUR)

	30/12/2022	31/12/2021
<b>Produits sur opérations financières</b>		
Produits sur dépôts et sur comptes financiers	4 214,53	
Produits sur actions et valeurs assimilées		
Produits sur obligations et valeurs assimilées	1 953 106,23	1 365 930,63
Produits sur titres de créances		
Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres		
Produits sur instruments financiers à terme		
Autres produits financiers		
<b>TOTAL (1)</b>	<b>1 957 320,76</b>	<b>1 365 930,63</b>
<b>Charges sur opérations financières</b>		
Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres		
Charges sur instruments financiers à terme		
Charges sur dettes financières	6 658,35	1 694,85
Autres charges financières		
<b>TOTAL (2)</b>	<b>6 658,35</b>	<b>1 694,85</b>
<b>RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)</b>	<b>1 950 662,41</b>	<b>1 364 235,78</b>
Autres produits (3)		
Frais de gestion et dotations aux amortissements (4)	563 982,84	445 799,33
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)</b>	<b>1 386 679,57</b>	<b>918 436,45</b>
Régularisation des revenus de l'exercice (5)	106 762,32	200 984,86
Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6)		
<b>RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)</b>	<b>1 493 441,89</b>	<b>1 119 421,31</b>

## ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

### 1. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2014-01, modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts courus.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.

La durée de l'exercice est de 12 mois.

#### Règles d'évaluation des actifs

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.

Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « différences d'estimation ».

Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

#### Dépôts :

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

#### Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.

Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

#### Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

#### Titres de créances négociables :

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

**ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS**

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

**OPC détenus :**

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

**Opérations temporaires sur titres :**

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

**Instruments financiers à terme :***Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :*

Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

*Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :**Les Swaps :*

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par le Conseil d'Administration.

*Engagements Hors Bilan :*

Les contrats à terme ferme sont portés pour leur valeur de marché en engagements hors bilan au cours utilisé dans le portefeuille.

Les opérations à terme conditionnelles sont traduites en équivalent sous-jacent.

Les engagements sur contrats d'échange sont présentés à leur valeur nominale, ou en l'absence de valeur nominale pour un montant équivalent.

## ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

**Frais de gestion**

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatif à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...

Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.

Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

Le cumul de ces frais respecte le taux de frais maximum de l'actif net indiqué dans le prospectus ou le règlement du fonds :

FR0011134535 - Part COVÉA HAUT RENDEMENT I : Taux de frais maximum de 0,60% TTC maximum.

**Affectation des sommes distribuables****Définition des sommes distribuables**

Les sommes distribuables sont constituées par :

**Le résultat :**

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.

Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

**Les Plus et Moins-values :**

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

**Modalités d'affectation des sommes distribuables :**

Part(s)	Affectation du résultat net	Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées
Part COVÉA HAUT RENDEMENT I	Capitalisation	Capitalisation

## 2. ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET au 30/12/2022 (EUR)

	30/12/2022	31/12/2021
<b>ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE</b>	<b>91 403 259,30</b>	<b>61 137 885,80</b>
Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC)	19 078 134,58	29 991 597,84
Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC)	-3 688 315,06	
Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	1 481,88	732 540,47
Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers	-861 451,59	-590 969,03
Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme	29 183,57	69 594,00
Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme	-36 472,88	-50 213,24
Frais de transactions	-212,98	-421,22
Différences de change	4 438,09	4 127,80
Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers	-6 643 484,07	-809 319,57
<i>Différence d'estimation exercice N</i>	-6 817 573,03	-174 088,96
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>	174 088,96	-635 230,61
Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme		
<i>Différence d'estimation exercice N</i>		
<i>Différence d'estimation exercice N-1</i>		
Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes		
Distribution de l'exercice antérieur sur résultat		
Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation	1 386 679,57	918 436,45
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes		
Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat		
Autres éléments		
<b>ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE</b>	<b>100 673 240,41</b>	<b>91 403 259,30</b>

## 3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

## 3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ECONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

	Montant	%
<b>ACTIF</b>		
<b>OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES</b>		
Obligations à taux fixe négociées sur un marché réglementé ou assimilé	88 501 869,82	87,91
Obligations à taux VAR / REV négociées sur un marché réglementé ou assimilé	403 385,29	0,40
Obligations convertibles négociées sur un marché réglementé ou assimilé	408 425,00	0,41
<b>TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES</b>	<b>89 313 680,11</b>	<b>88,72</b>
<b>TITRES DE CRÉANCES</b>		
<b>TOTAL TITRES DE CRÉANCES</b>		
<b>PASSIF</b>		
<b>OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS</b>		
<b>TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS</b>		
<b>HORS-BILAN</b>		
<b>OPÉRATIONS DE COUVERTURE</b>		
<b>TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE</b>		
<b>AUTRES OPÉRATIONS</b>		
<b>TOTAL AUTRES OPÉRATIONS</b>		

## 3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

	Taux fixe	%	Taux variable	%	Taux révisable	%	Autres	%
<b>ACTIF</b>								
Dépôts								
Obligations et valeurs assimilées	88 910 294,82	88,32			403 385,29	0,40		
Titres de créances								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers							1 600 026,12	1,59
<b>PASSIF</b>								
Opérations temporaires sur titres								
Comptes financiers								
<b>HORS-BILAN</b>								
Opérations de couverture								
Autres opérations								



## 3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

## 3.3. VENTILATION PAR MATURITE RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(\*)

	< 3 mois	%	]3 mois - 1 an]	%	]1 - 3 ans]	%	]3 - 5 ans]	%	> 5 ans	%
<b>ACTIF</b>										
Dépôts										
Obligations et valeurs assimilées	6 771 691,13	6,73	10 891 996,26	10,82	37 592 142,44	37,34	24 419 044,22	24,26	9 638 806,06	9,57
Titres de créances										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers	1 600 026,12	1,59								
<b>PASSIF</b>										
Opérations temporaires sur titres										
Comptes financiers										
<b>HORS-BILAN</b>										
Opérations de couverture										
Autres opérations										

(\*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

## 3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'EVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

	Devise 1 USD		Devise 2		Devise 3		Devise N AUTRE(S)	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>ACTIF</b>								
Dépôts								
Actions et valeurs assimilées								
Obligations et valeurs assimilées								
Titres de créances								
OPC								
Opérations temporaires sur titres								
Créances								
Comptes financiers	33 146,92	0,03						
<b>PASSIF</b>								
Opérations de cession sur instruments financiers								
Opérations temporaires sur titres								
Dettes								
Comptes financiers								
<b>HORS-BILAN</b>								
Opérations de couverture								
Autres opérations								

### 3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

#### 3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

	Nature de débit/crédit	30/12/2022
<b>CRÉANCES</b>		
	Coupons et dividendes en espèces	5 250,00
<b>TOTAL DES CRÉANCES</b>		<b>5 250,00</b>
<b>DETTES</b>		
	Frais de gestion fixe	49 806,27
<b>TOTAL DES DETTES</b>		<b>49 806,27</b>
<b>TOTAL DETTES ET CRÉANCES</b>		<b>-44 556,27</b>

#### 3.6. CAPITAUX PROPRES

##### 3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

	En parts	En montant
Parts souscrites durant l'exercice	166 995,0000	19 078 134,58
Parts rachetées durant l'exercice	-31 187,0000	-3 688 315,06
Solde net des souscriptions/rachats	135 808,0000	15 389 819,52
Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice	876 589,0000	

##### 3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

	En montant
Total des commissions acquises	
Commissions de souscription acquises	
Commissions de rachat acquises	

#### 3.7. FRAIS DE GESTION

	30/12/2022
Commissions de garantie	
Frais de gestion fixes	563 982,84
Pourcentage de frais de gestion fixes	0,60
Rétrocessions des frais de gestion	

### **3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION**

#### **3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNES**

##### **3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :**

Néant.

##### **3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :**

Néant.

## 3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

## 3.9. AUTRES INFORMATIONS

## 3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

30/12/2022

Titres pris en pension livrée

Titres empruntés

## 3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

30/12/2022

Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine

Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan

## 3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

	Code ISIN	Libellé	30/12/2022
Actions			
Obligations			
TCN			
OPC			9 804 090,45
	FR0000931446	COVÉA MOYEN TERME	1 775 798,00
	FR0000931412	COVÉA SÉCURITÉ G	8 028 292,45
Instruments financiers à terme			
<b>Total des titres du groupe</b>			<b>9 804 090,45</b>

## 3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

## 3.10. TABLEAU D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

## Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

	30/12/2022	31/12/2021
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Report à nouveau		
Résultat	1 493 441,89	1 119 421,31
<b>Total</b>	<b>1 493 441,89</b>	<b>1 119 421,31</b>

	30/12/2022	31/12/2021
<b>Affectation</b>		
Distribution		
Report à nouveau de l'exercice		
Capitalisation	1 493 441,89	1 119 421,31
<b>Total</b>	<b>1 493 441,89</b>	<b>1 119 421,31</b>

## Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

	30/12/2022	31/12/2021
<b>Sommes restant à affecter</b>		
Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées		
Plus et moins-values nettes de l'exercice	-978 528,18	163 367,87
Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice		
<b>Total</b>	<b>-978 528,18</b>	<b>163 367,87</b>

	30/12/2022	31/12/2021
<b>Affectation</b>		
Distribution		
Plus et moins-values nettes non distribuées		
Capitalisation	-978 528,18	163 367,87
<b>Total</b>	<b>-978 528,18</b>	<b>163 367,87</b>

## 3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

## 3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	30/12/2022
Actif net en EUR	56 575 405,12	62 452 184,68	61 137 885,80	91 403 259,30	100 673 240,41
Nombre de titres	475 047,0000	508 059,0000	496 759,0000	740 781,0000	876 589,0000
Valeur liquidative unitaire	119,09	122,92	123,07	123,38	114,84
Capitalisation unitaire sur +/- values nettes	-1,15	-0,97	-1,33	0,22	-1,11
Capitalisation unitaire sur résultat	1,78	1,58	1,31	1,51	1,70

## 3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

## 3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS (EUR)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
<b>Obligations et valeurs assimilées</b>				
<b>Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé</b>				
<b>ALLEMAGNE</b>				
DEUTSCHE LUFTHANSA AG 1.625% 16-11-23	EUR	800 000	784 637,59	0,78
DEUTSCHE LUFTHANSA AG 2.0% 14-07-24	EUR	1 200 000	1 163 105,34	1,15
FRAPORT AG FRANKFURT AIRPORT SERVICES WO 1.625% 09-07-24	EUR	1 500 000	1 463 286,99	1,45
HAPAG LLOYD 2.5% 15-04-28	EUR	1 700 000	1 519 595,16	1,51
INFINEON TECHNOLOGIES AG 0.625% 17-02-25	EUR	1 000 000	944 849,45	0,94
KION GROUP AG 1.625% 24-09-25	EUR	500 000	447 183,29	0,45
SCHAEFFLER AG 1.875% 26-03-24	EUR	300 000	298 242,80	0,30
SCHAEFFLER AG 2.75% 12-10-25	EUR	1 800 000	1 730 373,16	1,72
THYSSENKRUPP AG 1.875% 06-03-23	EUR	1 000 000	1 012 540,07	1,01
ZF FINANCE 3.0% 21-09-25 EMTN	EUR	300 000	279 579,88	0,27
<b>TOTAL ALLEMAGNE</b>			<b>9 643 393,73</b>	<b>9,58</b>
<b>AUTRICHE</b>				
AMS AGA 6.0% 31-07-25	EUR	400 000	385 378,00	0,38
WIENERBERGER AG 2.75% 04-06-25	EUR	900 000	879 257,65	0,88
<b>TOTAL AUTRICHE</b>			<b>1 264 635,65</b>	<b>1,26</b>
<b>BELGIQUE</b>				
ONTEX GROUP NV 3.5% 15-07-26	EUR	200 000	173 285,74	0,17
<b>TOTAL BELGIQUE</b>			<b>173 285,74</b>	<b>0,17</b>
<b>DANEMARK</b>				
COLOPLAST FINANCE BV 2.25% 19-05-27	EUR	200 000	190 131,29	0,19
COLOPLAST FINANCE BV E3R+0.75% 19-05-24	EUR	400 000	403 385,29	0,40
GNDC 0 7/8 11/25/24	EUR	2 100 000	1 891 343,86	1,88
<b>TOTAL DANEMARK</b>			<b>2 484 860,44</b>	<b>2,47</b>
<b>ESPAGNE</b>				
ALMIRALL 2.125% 30-09-26	EUR	1 600 000	1 477 072,00	1,47
CELL 2.375% 16-01-24 EMTN	EUR	500 000	506 659,55	0,50
CELLNEX FINANCE 0.75% 15-11-26	EUR	700 000	600 569,79	0,60
CELLNEX FINANCE 1.0% 15-09-27	EUR	500 000	417 949,35	0,41
CELLNEX TELECOM 1.0% 20-04-27	EUR	500 000	429 134,25	0,43
CELLNEX TELECOM 2.875% 18-04-25	EUR	500 000	494 712,23	0,49
GRIFOLS 1.625% 15-02-25	EUR	1 000 000	953 804,17	0,95
WERFENLIFE 0.5% 28-10-26	EUR	500 000	434 473,90	0,43
<b>TOTAL ESPAGNE</b>			<b>5 314 375,24</b>	<b>5,28</b>
<b>ETATS-UNIS</b>				
ALCON FINANCE 2.375% 31-05-28	EUR	689 000	640 232,49	0,64
BALL 0.875% 15-03-24	EUR	1 200 000	1 158 982,01	1,15

## 3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

## 3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS (EUR)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
CELANESE US HOLDINGS LLC 4.777% 19-07-26	EUR	800 000	779 089,83	0,77
CELA US HOLD 1.125% 26-09-23	EUR	300 000	295 590,41	0,29
FORD MOTOR CREDIT 1.514% 17-02-23	EUR	1 300 000	1 309 539,95	1,30
FORD MOTOR CREDIT CO 3.021% 06-03-24	EUR	300 000	302 273,53	0,30
IQVIA 1.75% 15-03-26	EUR	1 800 000	1 666 206,00	1,66
KHC 1 1/2 05/24/24	EUR	1 500 000	1 480 395,72	1,47
LEVI STRAUSS CO 3.375% 15-03-27	EUR	1 200 000	1 140 708,00	1,13
QUINTILES IMS 2.25% 15-01-28	EUR	400 000	357 472,00	0,36
<b>TOTAL ETATS-UNIS</b>			<b>9 130 489,94</b>	<b>9,07</b>
<b>FINLANDE</b>				
HUHTAMAKI OY 4.25% 09-06-27	EUR	1 200 000	1 203 539,01	1,20
NESTE OYJ 1.5% 07-06-24	EUR	1 500 000	1 467 210,21	1,45
NOKIA OYJ 2.0% 11-03-26 EMTN	EUR	400 000	382 033,51	0,37
NOKIA OYJ 2.375% 15-05-25 EMTN	EUR	1 700 000	1 655 266,13	1,65
<b>TOTAL FINLANDE</b>			<b>4 708 048,86</b>	<b>4,67</b>
<b>FRANCE</b>				
AIR FRANCE KLM 0.125% 25-03-26	EUR	25 000	408 425,00	0,41
AIR FR KLM 3.0% 01-07-24	EUR	1 300 000	1 295 810,97	1,29
BUREAU VERITAS 1.875% 06-01-25	EUR	900 000	870 291,80	0,87
BURE VERI 1.25% 07-09-23	EUR	1 200 000	1 201 429,32	1,19
CARREFOUR 0.875% 12-06-23 EMTN	EUR	400 000	398 933,75	0,40
CMA CGM 7.5% 15-01-26	EUR	800 000	856 536,00	0,85
DERICHEBOURG 2.25% 15-07-28	EUR	2 100 000	1 833 142,50	1,82
ELIS EX HOLDELIS 1.0% 03-04-25	EUR	1 000 000	939 429,25	0,94
ELIS EX HOLDELIS 4.125% 24-05-27	EUR	700 000	701 708,05	0,69
FAURECIA 2.375% 15-06-27	EUR	400 000	335 769,00	0,33
FAURECIA 3.125% 15-06-26	EUR	1 300 000	1 155 300,25	1,15
FNAC DARTY 1.875% 30-05-24	EUR	400 000	392 941,50	0,40
FNAC DARTY 2.625% 30-05-26	EUR	400 000	381 132,50	0,38
GETLINK 3.5% 30-10-25	EUR	1 700 000	1 658 471,83	1,65
I 2.0% 10-12-24 EMTN	EUR	900 000	875 749,56	0,87
IPSEN 1.875% 16-06-23	EUR	1 100 000	1 096 271,38	1,08
LOXAM SAS 2.875% 15-04-26	EUR	700 000	626 858,75	0,62
NEXANS 2.75% 05-04-24	EUR	100 000	101 073,35	0,10
NEXANS 3.75% 08-08-23	EUR	2 000 000	2 037 870,96	2,02
PAPREC 3.5% 01-07-28	EUR	900 000	793 612,00	0,79
PLASTIC OMNIUM SYSTEMES URBAINS 1.25% 26-06-24	EUR	1 800 000	1 708 462,97	1,70
REXEL 2.125% 15-12-28	EUR	2 000 000	1 744 565,00	1,73
SEB 1.5% 31-05-24	EUR	1 600 000	1 543 788,49	1,53



## 3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

## 3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS (EUR)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
SG 1.5% 30-05-25 EMTN	EUR	100 000	97 736,39	0,10
SPIE 2.625% 18-06-26	EUR	200 000	192 142,33	0,19
SPIE 3.125% 22-03-24	EUR	1 900 000	1 936 616,64	1,92
SUEZ 1.875% 24-05-27 EMTN	EUR	900 000	825 486,16	0,82
UBISOFT 1.289% 30-01-23	EUR	1 500 000	1 515 212,24	1,50
VALEO 1.5% 18-06-25 EMTN	EUR	100 000	93 392,31	0,09
VALEO 3.25% 22/01/24 EMTN	EUR	900 000	919 865,90	0,92
VALEO 5.375% 28-05-27 EMTN	EUR	300 000	293 547,41	0,29
VALEO ELECTRONIQUE ET SYSTEMES DE L 0.625% 11-01-23	EUR	700 000	703 537,11	0,70
VERALLIA SASU 1.625% 14-05-28	EUR	2 000 000	1 749 695,62	1,74
VILMORIN ET CIE 1.375% 26-03-28	EUR	500 000	373 127,98	0,37
<b>TOTAL FRANCE</b>			<b>31 657 934,27</b>	<b>31,45</b>
<b>IRLANDE</b>				
ARDAGH PACKAGING FIN PLC ARDAGH HLDGS 2.125% 15-08-26	EUR	2 100 000	1 763 797,00	1,75
<b>TOTAL IRLANDE</b>			<b>1 763 797,00</b>	<b>1,75</b>
<b>ITALIE</b>				
AMPLIFON 1.125% 13-02-27	EUR	1 500 000	1 362 406,95	1,35
ASTM 1.0% 25-11-26 EMTN	EUR	800 000	685 870,79	0,68
ASTM SPA 3.375% 13-02-24 EMTN	EUR	800 000	815 907,12	0,81
DAVIDE CAMPARI MILANO 1.25% 06-10-27	EUR	1 100 000	954 055,24	0,95
FERRARI NV 1.5% 16-03-23	EUR	900 000	908 217,99	0,90
FERRARI NV 1.5% 27-05-25	EUR	800 000	764 477,75	0,76
FNM 0.75% 20-10-26 EMTN	EUR	800 000	672 032,88	0,66
INFRASTRUTTURE WIRELESS ITALIANE 1.625% 20-10-28	EUR	500 000	426 904,76	0,43
INFRASTRUTTURE WIRELESS ITALIANE 1.875% 08-07-26	EUR	1 600 000	1 476 784,33	1,47
INTE 0.625% 24-02-26 EMTN	EUR	833 000	742 323,44	0,73
NEXI 1.75% 31-10-24	EUR	800 000	778 714,00	0,77
TELECOM ITALIA SPA EX OLIVETTI 2.75% 15-04-25	EUR	400 000	379 192,03	0,38
TELECOM ITALIA SPA EX OLIVETTI 4.0% 11-04-24	EUR	700 000	704 308,69	0,70
TELE ITA 3.25% 16-01-23 EMTN	EUR	300 000	309 147,74	0,31
WEBUILD SPA 1.75% 26-10-24	EUR	700 000	627 100,75	0,63
<b>TOTAL ITALIE</b>			<b>11 607 444,46</b>	<b>11,53</b>
<b>LUXEMBOURG</b>				
ARCELLOR MITTAL 1.0% 19-05-23	EUR	1 700 000	1 699 292,75	1,69
ARCELLOR MITTAL 2.25% 17-01-24	EUR	300 000	303 461,10	0,30
EUROFINS SCIENTIFIC 2.125% 25-07-24	EUR	1 800 000	1 780 589,71	1,77
EUROFINS SCIENTIFIC SE 4.0% 06-07-29	EUR	200 000	200 458,55	0,20
<b>TOTAL LUXEMBOURG</b>			<b>3 983 802,11</b>	<b>3,96</b>

## 3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

## 3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS (EUR)

Désignation des valeurs	Devise	Qté Nbre ou nominal	Valeur actuelle	% Actif Net
<b>NORVEGE</b>				
ADEVINTA A 2.625% 15-11-25	EUR	200 000	187 527,00	0,19
<b>TOTAL NORVEGE</b>			<b>187 527,00</b>	<b>0,19</b>
<b>PAYS-BAS</b>				
QPARK HOLDING I BV 1.5% 01-03-25	EUR	600 000	555 143,00	0,55
VITERRA FINANCE BV 0.375% 24-09-25	EUR	400 000	356 801,07	0,36
WABTEC TRANSPORTATION NETHERLANDS BV 1.25% 03-12-27	EUR	1 800 000	1 531 964,96	1,52
ZF EUROPE FINANCE BV 1.25% 23-10-23	EUR	1 700 000	1 662 601,28	1,65
ZF EUROPE FINANCE BV 2.0% 23-02-26	EUR	200 000	176 504,10	0,17
<b>TOTAL PAYS-BAS</b>			<b>4 283 014,41</b>	<b>4,25</b>
<b>ROYAUME-UNI</b>				
EAS 1.75% 09-02-23 EMTN	EUR	1 000 000	1 013 496,03	1,00
<b>TOTAL ROYAUME-UNI</b>			<b>1 013 496,03</b>	<b>1,00</b>
<b>SUEDE</b>				
DOMETIC GROUP AB 3.0% 08-05-26	EUR	400 000	382 206,41	0,38
DOMETIC GROUP AB 3.0% 13-09-23	EUR	1 700 000	1 715 368,82	1,71
<b>TOTAL SUEDE</b>			<b>2 097 575,23</b>	<b>2,09</b>
<b>TOTAL Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé</b>			<b>89 313 680,11</b>	<b>88,72</b>
<b>TOTAL Obligations et valeurs assimilées</b>			<b>89 313 680,11</b>	<b>88,72</b>
<b>Organismes de placement collectif</b>				
<b>OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays</b>				
<b>FRANCE</b>				
COVÉA MOYEN TERME	EUR	7 300	1 775 798,00	1,76
COVÉA SÉCURITÉ G	EUR	36 650	8 028 292,45	7,97
<b>TOTAL FRANCE</b>			<b>9 804 090,45</b>	<b>9,73</b>
<b>TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays</b>			<b>9 804 090,45</b>	<b>9,73</b>
<b>TOTAL Organismes de placement collectif</b>			<b>9 804 090,45</b>	<b>9,73</b>
<b>Créances</b>			<b>5 250,00</b>	<b>0,01</b>
<b>Dettes</b>			<b>-49 806,27</b>	<b>-0,05</b>
<b>Comptes financiers</b>			<b>1 600 026,12</b>	<b>1,59</b>
<b>Actif net</b>			<b>100 673 240,41</b>	<b>100,00</b>

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'activités **économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement n'établit pas de liste d'activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.

Les **indicateurs de durabilité** permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales et sociales promues par le produit ont été atteintes.

Dénomination du produit : COVÉA HAUT RENDEMENT

Identifiant d'entité juridique: 969500404GFXBSK4LU49

## Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable?

☐ ☐ ☐ Oui

☐ Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif environnemental**: N/A

☐ dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

☐ dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

☐ il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif social** : N/A

☐ ☒ Non

☐ Il **promouvait des caractéristiques environnementales et sociales (E/S)** et, bien qu'il n'ait pas pour objectif l'investissement durable, il contiendra une proportion minimale de N/A d'investissements durables

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

☐ ayant un objectif environnemental dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE

☐ ayant un objectif social

☒ Il promouvait des caractéristiques E/S, mais **ne réalisera pas d'investissements durables**



### Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

Ce produit utilise les indicateurs de durabilité suivants pour mesurer la manière dont ses caractéristiques environnementales ou sociales sont atteintes :

1. La part de producteurs de pétrole et gaz non-conventionnels (conformément à la définition, seuils et paliers précisés dans la politique d'exclusion de Covéa Finance) dans les investissements en direct du produit.

2. La part d'entreprises dont une partie de l'activité est liée au charbon (hors énergéticiens et conformément à la définition, seuils et paliers définis dans la politique d'exclusion de Covéa Finance) dans les investissements en direct du produit.

L'application de la politique d'exclusion de Covéa Finance a permis d'exclure de l'univers d'investissement de ce produit les producteurs de pétrole et gaz non-conventionnels qui ne répondaient pas aux critères définis dans cette politique. Elle a également permis d'exclure les entreprises dont une partie de l'activité est liée au charbon (hors énergéticiens) conformément à cette même politique.

Ces caractéristiques environnementales sont ainsi atteintes.

3. La note ESG moyenne du portefeuille de titres détenus en direct par le produit (par rapport à la note de l'univers de départ).

Ce produit suit une approche en "amélioration de note ESG" grâce à la méthodologie de notation actuellement en vigueur, permettant de noter l'ensemble des émetteurs présents en position et dans l'univers d'investissement du produit. Au 31/12/22, sa note ESG moyenne était supérieure à celle de son univers d'investissement. Cette caractéristique environnementale est ainsi atteinte.

## Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité?

Indicateurs de durabilité	30/12/2022
Part des entreprises exposés au pétrole et gaz non conventionnel	0,0%
Part des entreprises exposés au charbon (hors énergéticiens)	0,0%
Part des obligations ESG (ex. vertes, sociales, durables, Sustainability-Linked Bonds) dans les investissements directs en titres de créance du produit (stock)	15,5%
Note moyenne ESG du portefeuille	0,45
Note moyenne ESG de l'univers	0,39

Sources : Covéa Finance, ISS, Urgewald

La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE et s'accompagne de critères spécifiques de l'Union.

Le principe consistant à « ne pas causer de préjudice important » s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental. Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.



## Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité?

Conformément aux informations présentes dans l'annexe précontractuelle du produit, celui n'a pas pris en compte les PAI au titre de l'exercice 2022.



## Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier?

Constituant la plus grande proportion d'investissements du produit financier au cours de la période de référence, à savoir:

Nom de l'émetteur	Secteur	% actifs	Pays
COVEA SECURITE G	Autres	8,00%	FRANCE
NEXFP 3.75% 08/08/2023	Industrie	2,00%	FRANCE
SPIEFP 3.125% 22/03/2024	Industrie	2,00%	FRANCE
GNDC 0.875% 25/11/2024	Santé	2,00%	DANEMARK
DBGFP 2.25% 15/07/2028	Industrie	2,00%	FRANCE
ERFFP 2.125% 25/07/2024	Santé	2,00%	LUXEMBOURG
COVEA MOYEN TERME	Autres	2,00%	FRANCE
ARGID 2.125% 15/08/2026	Matériaux	2,00%	IRLANDE
VRLAFP 1.625% 14/05/2028	Matériaux	2,00%	FRANCE
RXLFP 2.125% 15/12/2028	Industrie	2,00%	FRANCE
SHAEFF 2.75%	Consommation	2,00%	ALLEMAGNE

12/10/2025	Discrétionnaire		
DOMSS 3% 13/09/2023	Consommation Discrétionnaire	2,00%	SUEDE
POMFP 1.25% 26/06/2024	Consommation Discrétionnaire	2,00%	FRANCE
MTNA 1% 19/05/2023	Matériaux	2,00%	LUXEMBOURG
IQV 1.75% 15/03/2026	Santé	2,00%	ETATS UNIS D'AMÉRIQUE

Hors dérivés



Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité?

Quelle était l'allocation des actifs?

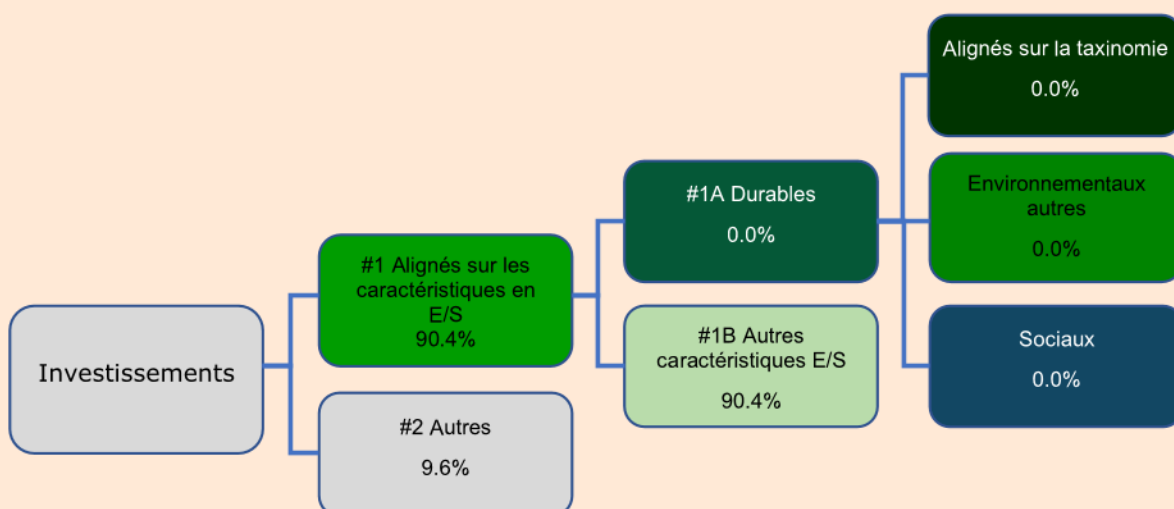
L'**allocation des actifs** décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimées en pourcentage:

- **du chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés bénéficiaires des investissements;

- **des dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés bénéficiaires des investissements, pour une transition vers une économie verte par exemple;

- **des dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés bénéficiaires des investissements.



La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** comprend:

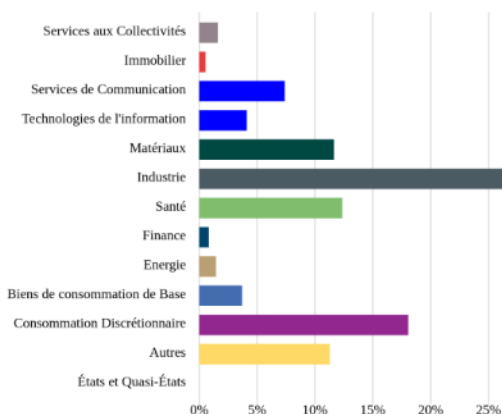
- la sous-catégorie **#1A Durables** couvrant les investissements durables ayant des objectifs environnementaux ou sociaux;
- la sous-catégorie **#1B Autres caractéristiques E/S** couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés?

Exposition sectorielle – Répartition globale

Exposition sectorielle – Combustibles fossiles





Hors dérivés

Sources : Covéa Finance, ISS

Sous secteurs GICS 2	Répartition Globale	Combustibles fossiles
Energie	1,46%	0,00%
Matériaux	11,64%	0,00%
Biens d'équipement	7,07%	0,00%
Services Commerciaux et Professionnels	7,62%	0,00%
Transports	12,25%	0,00%
Automobiles et composants automobiles	14,64%	0,00%
Biens de Consommation Durables et Habillement	2,67%	0,00%
Services Consommateurs	0,00%	0,00%
Vente au détail	0,77%	0,00%
Vente au Détail de Produits Alimentaires et de Produits de Première Nécessité	0,40%	0,00%
Produits Alimentaires, Boissons et Tabac	3,14%	0,00%
Produits Domestiques et de Soin Personnel	0,17%	0,00%
Equipement et Services de santé	6,47%	0,00%
Sciences Pharmaceutiques, Biotechnologiques et Biologiques	5,90%	0,00%
Banques	0,83%	0,00%
Services Financiers Diversifiés	0,00%	0,00%
Assurance	0,00%	0,00%
Logiciels et Services	0,77%	0,00%
Matériel et Equipement Liés Aux Technologies de l'Information	2,02%	0,00%
Semi-conducteurs et Equipement de Semi-conducteurs	1,32%	0,00%
Services de Télécommunication	5,71%	0,00%
Médias et Divertissements	1,69%	0,00%
Services aux Collectivités	1,61%	0,00%
Immobilier	0,55%	0,00%
Autres	11,28%	0,00%
États et Quasi-États	0,00%	0,00%

Hors dérivés

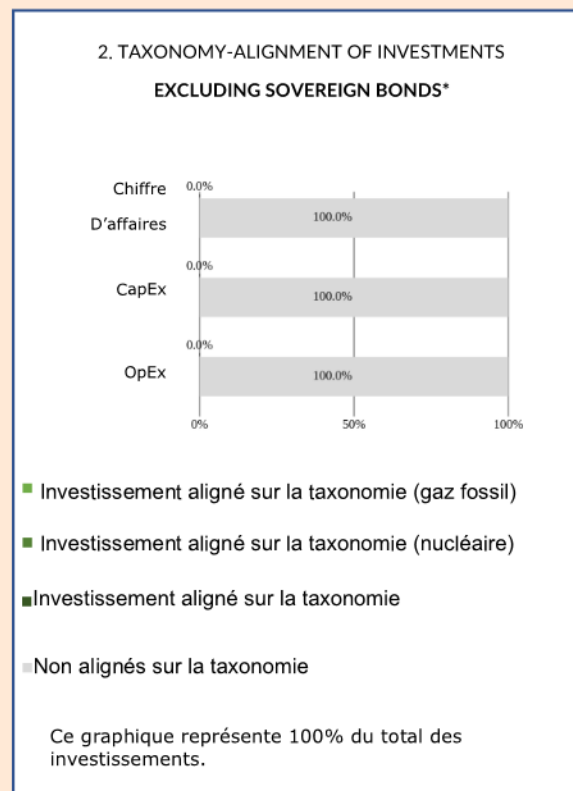
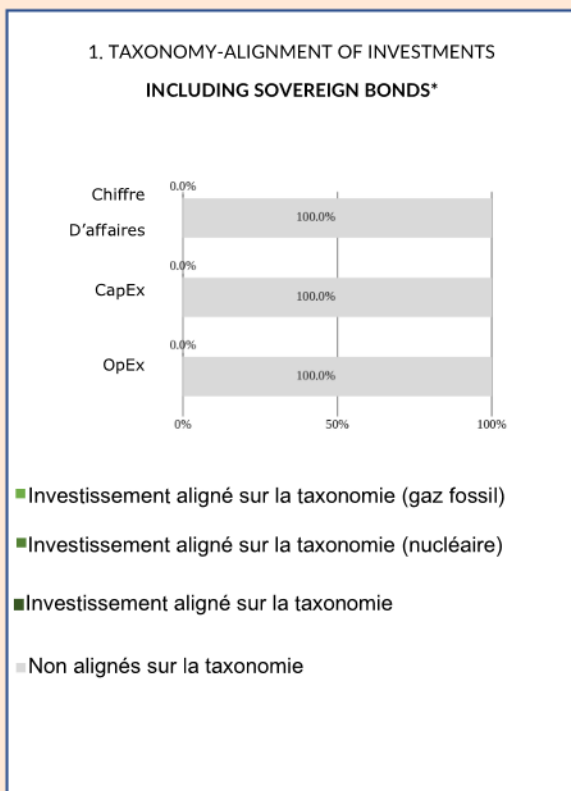


Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxonomie de l'UE?

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions bas-carbone et qui entre autres ont des niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondant à la meilleure performance.

Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements alignés sur la taxonomie de l'UE. Etant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines\* sur la taxonomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxonomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxonomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.



\* Aux fins de ces graphiques, les «obligations souveraines» comprennent toutes les expositions souveraines

Covéa Finance ne calcule pas la part d'alignement à la Taxonomie pour 2022.



Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie « autres », quelle était leur finalité et existait-il des garanties environnementales ou sociales minimales?

Les investissements inclus dans la catégorie « #2 Autres » ont été les suivants :

- les liquidités (détenues à titre accessoire pour répondre à l'objectif de gestion) ;
- les dépôts (peuvent être utilisés afin de rémunérer la trésorerie) ;
- les OPC (hors part des éventuels investissements en catégorie #1B de la SICAV monétaire Covéa Sécurité) ;
- les instruments dérivés ;
- les investissements qui n'ont pas fait l'objet d'une notation ESG.

Les instruments dérivés sont utilisés dans une logique de couverture, d'exposition ou d'arbitrage. Ces instruments font partie du processus d'investissement en raison de leur liquidité et de leur rapport coût/efficacité.

Il n'existe pas de garanties environnementales ou sociales minimales applicables à ces instruments. Cela étant, ils peuvent faire l'objet d'une appréciation ESG.



## Quelles mesures ont été prises pour respecter les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?

Les mesures ci-dessous ont été prises pour respecter les caractéristiques environnementales et/ou sociales :

1. L'application de la politique d'exclusion normative et sectorielle de la Société de gestion et en particulier l'exclusion des émetteurs privés liés aux énergies non-conventionnelles (ex. pétrole, gaz de schiste) ou au charbon (sauf producteurs d'énergie).

Covéa Finance dispose d'un processus opérationnel lui permettant de pouvoir gérer sa politique d'exclusion construite et revue annuellement avec les équipes Recherche, Gestion et Conformité applicable à l'ensemble des portefeuilles. Les listes d'exclusion sont rafraîchies chaque trimestre afin d'identifier les éventuels émetteurs à exclure au sein des portefeuilles. Une méthodologie spécifique permettant la sortie des émetteurs en position nouvellement soumis à exclusion a été définie et implémentée afin que l'ensemble des portefeuilles reflète la philosophie globale de Covéa Finance sur ces sujets.

2. La notation extra-financière (« notation ESG ») des émetteurs se base sur une notation interne réalisée par l'équipe de Recherche interne selon une approche *best in universe*, consistant à privilégier les émetteurs les mieux notés d'un point de vue extra-financier indépendamment de leur secteur d'activité.

L'ensemble des équipes de gestion bénéficient de la méthodologie de notation ESG mise en œuvre par Covéa Finance leur permettant de considérer les caractéristiques ESG de chacun des émetteurs.

3. La sélection d'obligations peut également porter sur celles avec des caractéristiques extra-financières telles que les obligations durables (« *Sustainability Bonds* ») et/ou des obligations sociales (« *Social Bonds* »).

L'équipe Recherche analyse les obligations ESG émises par les émetteurs (à l'émission et en cours de vie) afin de vérifier leurs caractéristiques extra-financières. Les résultats de ces analyses sont partagés avec les équipes de Gestion qui privilégient, dans la mesure du possible, les investissements dans ce type d'instruments.